

temps-là, que se produit-il? Nous ne sommes pas dans nos circonscriptions car nous devons faire notre travail de législateurs à la Chambre, mais nous devons aussi faire notre travail de représentants de la population.

Or, que faisons-nous? Nous partons d'ici le vendredi et nous courons vite dans nos circonscriptions et nous travaillons toute la fin de semaine. Bien des gens ne s'en doutent peut-être pas, mais le rôle du député, ministériel surtout, est considérablement lourd . . .

M. Dionne (Chicoutimi): Sept jours par semaine!

M. Tousignant: Oui, mon collègue de Chicoutimi nous dit: Sept jours par semaine. Quant à moi, je peux dire que je suis élu député depuis deux ans, et que je n'ai pas encore pris de vacances. Cela est exact. Je dois aussi dire qu'avant d'être élu député, monsieur le président, je possédais une résidence dans les pays tropicaux, et que j'ai été obligé de la vendre, parce que je ne peux pas prendre de vacances. C'est notre cas et celui de la majorité des personnes qui sont ici. Or, nous travaillons quinze à seize heures par jour. Lorsqu'on est membre du gouvernement, on doit être présent à la Chambre à 8 heures le matin afin d'assister aux réunions, et cela se continue tous les jours jusqu'à 10 heures, 10 heures et trente, 11 heures ou minuit le soir. Quant à nous, depuis que nous sommes en session, nous n'avons pas chômé et qui plus est, nous retournons vers nos circonscriptions, et non pas pour chômer, mais justement pour travailler, et pas simplement pour rencontrer nos électeurs, mais aussi les divers groupes sociaux, les gens, les corps municipaux, justement dans le but de connaître les problèmes. Si nous voulons vraiment bien administrer ce pays, nous devons commencer par voir ce qui se passe chez nous, voilà la base, et être en mesure de discuter avec ces gens et voir les correctifs qui peuvent être apportés.

Alors, l'opposition ici nous tient en otage. Monsieur le président, on entend parler de piraterie aérienne, pour moi c'est de la piraterie politique des temps modernes. Imaginez donc! Nous sommes le 17 juillet, les jours commencent à raccourcir et on n'a pas encore pensé que les gens qui travaillent à la Chambre pouvait prendre un peu de vacances. Quant à nous, comme je le disais tout à l'heure, notre travail ne s'arrête pas là. Nous devons essayer à travers tout cela de voir un peu notre famille, nos enfants qui ne nous reconnaissent presque pas lorsque nous retournons à la maison et en même temps de continuer à voir les gens, à prendre connaissance des problèmes.

Or, monsieur le président, comme il faut toujours philosopher un peu, devant des situations comme celle-là, il faut se dire: Il doit sûrement quand même y avoir un bon côté, un côté positif.

J'espère que s'il existe un côté positif dans la situation actuelle, ce sera celui qui nous permettra justement, comme on l'a mentionné à tant de reprises ce soir, de nous départir de cette formule archaïque qu'est le fonctionnement actuel du Parlement, et de procéder, dès l'automne prochain, à une réforme parlementaire, selon laquelle ce Parlement deviendra plus effectif, et où on cessera de palabrer et de perdre du temps précieux.

Quand on pense, monsieur le président, à ce que cela coûte annuellement pour faire fonctionner cette Chambre, si on reporte cela sur une journée, on constate que cela représente environ \$360,000 par jour. Et voilà que nous ne nous préoccu-

pons pas du tout de cela. Nous pourrions, si nous voulions, être beaucoup plus efficaces en nous donnant des moyens pourtant bien simples, et si nous voulions prendre la peine l'automne prochain, lors de la réforme parlementaire, de faire face à ces problèmes, faire en sorte que nous ne nous retrouvions pas dans ce ghetto où nous sommes un petit peu masochistes. Nous endurons cette situation, nous la tolérons et cela perdure, et voilà que cela ne s'améliore pas d'année en année. Et chacun ici arrive, j'en ai entendu dire et répéter à plusieurs reprises, chaque nouveau député arrive à la Chambre et se dit: Oui, j'espère que l'on va améliorer les choses, et d'année en année cela reste à peu près comme c'était.

Le vœu que je forme en terminant, monsieur le président, est que l'automne prochain les gens des deux côtés de la Chambre voudront bien collaborer afin de procéder vraiment à une réforme en profondeur de ce Parlement. Nous sommes 282 députés membres de ce Parlement, élus par les citoyens du pays. Il me semble que nous devrions être en mesure d'administrer ce pays-là si nous nous donnions les outils pour le faire. Mais, actuellement, nous nous retranchons dans ce que j'ai appelé tout à l'heure ce ghetto qui nous empêche littéralement de fonctionner. Alors inutile de continuer plus longtemps, monsieur le président, je dois avouer que c'est un peu avec amertume que je constate que nous devons encore discourir ici ce soir et répéter pour la millionième fois les mêmes propos.

● (2230)

[Traduction]

M. Gordon Taylor (Bow River): Monsieur l'Orateur, dans des opérations militaires, lorsqu'on veut tromper l'ennemi et lui cacher ce qu'on trame, on répand un écran de fumée. Nous avons vu à l'œuvre ce soir les maîtres des écrans de fumée en affaires publiques. Nous l'avons vu tout d'abord dans le discours du député de Regina-Ouest (M. Benjamin) qui en avait long à dire. Il nous a dit qu'il serait volontiers parti en vacances il y a une semaine si notre parti n'avait pas retenu le Parlement. Monsieur l'Orateur, les députés de son parti qui ont passé la semaine ici sont rares. Le critique financier n'était pas ici, pas plus que le critique en matière d'énergie, et pourtant le député a parlé comme s'il n'avait jamais voulu partir. Aujourd'hui les membres de son parti ont proposé une motion d'ajournement pour faire croire qu'ils ne voulaient pas partir quand il est évident que c'est ce qu'ils essaient de faire depuis la semaine dernière.

Notre parti a voté contre la motion parce que nous sommes contre l'ajournement. Nous ne voulions pas perdre cette dernière journée pas plus que nous ne voulions ajourner maintenant, mais nous y sommes contraints.

Tout à l'heure, le député de Parkdale-High Park (M. Flis) a aussi jeté un écran de fumée en prétendant que tout allait bien au comité jusqu'à ce que notre parti soulève des difficultés. Monsieur l'Orateur, des personnes de l'Alberta sont venues témoigner devant ce comité. Elles ont dépensé beaucoup d'argent pour venir ici et elles ont supplié le comité des finances de leur accorder au moins quelques jours de plus pour qu'elles n'aient pas à emprunter. Le président n'en a même pas parlé dans son rapport. Des députés viennent maintenant hypocritement prétendre qu'ils veulent faire de l'obstruction. Ils ont aujourd'hui l'hypocrisie de prétendre qu'ils veulent continuer à siéger. Nous aurions été déjà en congé depuis une bonne semaine si notre chef n'avait pas insisté pour que nous restions.